

Le cadeau de Noël des conservateurs aux chômeurs : les « beans » de Diane Finley

Ottawa, On. - Pour illustrer à quelques jours de Noël l'insensibilité des conservateurs à l'endroit des travailleurs sans emploi, des représentants de regroupements de l'Atlantique s'opposant à la récente réforme de l'assurance-emploi ont lancé à Ottawa les boîtes de conserve « Les fèves de Diane Finley », un nouveau produit à l'effigie de la ministre fédérale des Ressources humaines et du Développement des compétences qui laissera sans contredit un goût amer dans la bouche des chômeurs et de leurs familles.

« Bien sûr, il s'agit d'une opération de mise en marché fictive, mais la situation précaire des chômeurs de l'Atlantique comme du reste du Canada, elle, est bien réelle : ils devront malheureusement se résoudre à donner des "beans" à manger à leurs enfants cet hiver en raison des compressions conservatrices au régime d'assurance-emploi », a lancé le président du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) pour le Nouveau-Brunswick, Daniel Légère. « Nous espérons qu'en voyant son visage sur nos boîtes de conserve symboliques, la ministre Finley réalise dans quelles conditions les chômeurs vivent et qu'elle corrige le tir ».

Selon le président du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador Wayne Lucas, les récentes modifications à l'assurance-emploi qui affectent tous les travailleurs canadiens se feront particulièrement sentir dans l'est du pays. « Pour les travailleurs de l'Atlantique, c'est carrément désastreux. Des milliers de travailleurs des industries saisonnières comme la pêche, la foresterie, le tourisme et la construction, dont un grand nombre de femmes, sont notamment touchés » a-t-il déclaré.

« Le gouvernement Harper est en train de détruire un système mis en place pour assurer la sécurité financière des travailleurs en cas de perte d'emploi, ce qui contrevient à la Déclaration universelle des droits de l'homme » a poursuivi le président national du SCFP, Paul Moist, en cette Journée internationale des droits de l'homme.

Le Canada est signataire de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui prévoit le droit à la protection contre le chômage (article 23.1) et le droit à la sécurité en cas de chômage (article 25.1).



CUPE

Newfoundland
Labrador Division



CUPE
Prince Edward Island

« Le gouvernement conservateur s'en prend aux plus vulnérables parce qu'ils sont sans emploi et qu'ils n'ont pas les moyens financiers des grosses corporations pour se défendre. Les responsabilités du gouvernement sont d'aider les travailleurs lorsqu'ils perdent leur emploi, ce n'est pas de taper sur eux pour les achever. Pourquoi les conservateurs haïssent-ils les travailleurs à ce point? » a ajouté le député d'Acadie-Bathurst, Yvon Godin.

Parallèlement à cette conférence de presse, les regroupements de l'Atlantique contre la réforme de l'assurance-emploi tiennent aujourd'hui de nombreuses activités de distribution de caisses de boîtes de conserve « Les fèves de Diane Finley » ciblant les députés conservateurs de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador.

Des irritants majeurs à éliminer

Les regroupements de l'Atlantique contre la réforme de l'assurance-emploi estiment que certains aspects de la réforme conservatrice sont particulièrement pernicieux.

- En raison des nouvelles catégories d'emploi créées, les travailleurs devront accepter des diminutions de salaire importantes.
- Les travailleurs seront forcés d'accepter de moins bons emplois situés jusqu'à une heure de route ou 100 km de chez-eux.
- Le projet pilote offrant 5 semaines supplémentaires de prestations aux travailleurs de 25 régions à chômage élevé est éliminé, ce qui entraînera la réapparition du phénomène du « trou noir » au printemps 2013
- Le tribunal d'appel de l'assurance-emploi qui était efficace et accessible est éliminé, ce qui occasionnera des délais de traitement.

« Le gouvernement conservateur a effectué ces changements néfastes en cachette, sans informer la population, sans consulter les gens des régions rurales dont l'économie est fortement dépendante des industries saisonnières et sans prendre la peine d'écouter le point de vue des travailleurs qui doivent pouvoir compter sur l'assurance-emploi. Cette réforme bâclée doit être rapidement corrigé » a conclu Daniel Légère.

-30-

Pour en savoir plus :

Philippe Gagnon
613-894-0146
pgagnon@scfp.ca



CUPE

Newfoundland
Labrador Division

